

LES NOUVELLES CLASSES OUVRIERES

Dans le langage des propagandistes politiques, l'image du travailleur d'antan est toujours évoquée. Il est encore et toujours question de prolétaire sous-alimenté, brisé par la fatigue, habitant un taudis, menacé par le chômage et la maladie. Alors que cette évocation ne correspond plus qu'à un secteur seulement du monde du travail. Du moins dans les pays industrialisés. Car bien sûr la transformation de la société, les nouvelles techniques de production, la distribution des tâches sur le plan international ont profondément modifié et diversifié ce qu'était autrefois la classe ouvrière, considérée alors comme un bloc.

Ce qui ne signifie pas qu'il ne demeure pas en effet des échantillons de catégories ouvrières des époques révolues. Il existe certes encore des travailleurs professionnels qui sont maîtres de leur métier et dont la dignité d'homme est plus aisément défendue, face à une direction patronale, grâce à un capital de connaissances, à une somme d'expériences personnelles. Et quels que soient la complexité, le degré de technification, de rationalisation des grandes industries, cette catégorie de travailleurs hautement qualifiés demeurera nécessaire. Même pour les oeuvres de construction modernes, dont on retient les grandes courbes de béton, l'extérieur métallique, d'acier, d'aluminium, les verrières colorées, il a fallu des compagnons charpentiers qui ont bâti de bois les supports initiaux, lancé les voûtes, fait se rencontrer les cintres. De même que dans les laboratoires les plus sophistiqués, il y a toujours place pour le mécanicien astucieux et fignoleur.

Cela dit, il faut reconnaître que ce type d'ouvrier n'est pas caractéristique des cohortes prolétariennes d'aujourd'hui. En passant de l'atelier à l'usine, puis à l'ensemble d'usines spécialisées, suivant les expériences de l'accès aux matières premières, de la recherche d'une main d'oeuvre adéquate, des facilités de distribution des produits, l'industrie a provoqué un phénomène de hiérarchisation qui caractérise toute la pyramide sociale propre à un centre de production.

La conception du produit et de sa fabrication, la mise au point des procédés d'usinage sont réservés aux bureaux, aux ingénieurs, aux techniciens, aux chercheurs. Pour la mise en marche d'une nouvelle «ligne» de production, ce qui est recherché, c'est une prévision la plus précise, la plus minutieuse possible, de toutes les opérations, de l'assemblage logique et si possible harmonieux, des machines et moyens de transport ou de manutention nécessaires à une production déterminée. Il faut, pour servir ce plan, des travailleurs aptes, physiquement et professionnellement, à remplir la tâche qui leur est assignée, mais non à faire preuve d'esprit d'initiative ou d'invention, ce qui ne pourrait que troubler, bousculer la programmation. Pour les accroc et les difficultés de mise en marche, il existe des chefs d'atelier, des contremaîtres, des chefs d'équipe. Aux autres travailleurs, il est surtout demandé de ne pas soulever de problèmes et d'exécuter le plus exactement et fidèlement possible ce qui est prévu par des gens dont c'est le métier de prévoir.

Sans doute les opérations demandent-elles une habileté, un apprentissage, une formation différents. Il existe donc des ouvriers spécialisés, plus ou moins spécialisés, et des échelles assez nuancées de catégories, avec degrés de connaissances et salaires s'y rapportant.

Cette tendance marquante de l'industrie moderne entraîne évidemment des conséquences dans la mentalité des salariés. Si le travail est purement mécanique, si le travailleur se borne à servir une machine, s'il est lui-même pièce interchangeable de l'immense machine qu'est l'usine ou le complexe industriel, il se sait facilement remplaçable et cherche la sécurité, des garanties qui le protégeront. Comme il n'a en fin de compte que sa force de travail à offrir, il cherchera la sauvegarde des partis - qui votent des lois sociales -, ou des syndicats - qui sont des institutions avec lesquelles les patrons sont obligés de discuter.

Il cherchera aussi, de préférence, le type de travail qui le met à l'abri des fluctuations et bouleversements économiques, des récessions ou de la crise. Dans les administrations d'Etat, par exemple, ou dans les industries nationalisées ou protégées. C'est la garantie de l'emploi qui devient son premier souci. Même s'il sait que ce qu'il produit ou contribue à produire est inutile, dangereux, absurde, il s'efforcera d'obtenir que cette production soit maintenue, entretenue, subventionnée. Son état de pièce de rechange, banale, parcellisée, lui enlève toute volonté de conquête, directe et responsable, et le pousse à «compter sur» des organisations qu'il ne contrôle pas, dont il ne détermine ni les méthodes ni les objectifs véritables.

Il se résigne et s'accommode à son standard de vie, ou cherche à «s'élever» par des cours suivis le soir, par l'accumulation d'heures supplémentaires, par une certaine diplomatie avec ses supérieurs. Mais il perd, s'il l'a jamais eue, la perspective d'un changement. Il peut encore et souvent faire confiance à un parti, à une direction syndicale, à un sauveur. Ce qui est perdu, c'est la confiance en ses capacités propres.

La différenciation de plus en plus nette entre travail manuel et travail intellectuel, entre porteurs de bleus et cols blancs, place le travailleur d'exécution dans une situation qui ne l'autorise plus à imaginer une société qu'il peut commencer à forger. Il n'entrevoit plus que des solutions qui le feraient sortir de sa classe, lui ou ses enfants, et non plus qui mettraient sa classe en mesure d'organiser la société.

L'indice le plus évident de cette chute de l'espérance révolutionnaire est l'effort consenti par les travailleurs pour «pousser» leurs enfants vers l'étude, ou plutôt vers les études, c'est-à-dire le diplôme, qui donne la possibilité d'échapper à la classe d'origine et de passer dans le monde des bureaux, de devenir mensuel, employé, fonctionnaire ou technicien. Le monde ouvrier est un monde dont il faut s'évader, sans avenir, maudit.

Car la raison première, parfois la seule, du soin et souvent des sacrifices qu'apportent les foyers ouvriers y compris ceux des militants révolutionnaires - à orienter leur progéniture vers des carrières exigeant des titres universitaires, c'est la perspective d'une plus grande mobilité sociale, les possibilités d'une carrière plus facile et plus rémunératrice. Et non pas, ce qui serait dans la logique d'une classe ouvrière consciente, pour que les nouvelles générations soient mieux préparées au raisonnement, disposent de plus de connaissances, pour être à même de mener une action visant à des réformes profondes ou à des changements révolutionnaires.

De la tradition morale, propre au mouvement ouvrier européen, et respectée plus particulièrement dans les milieux de l'enseignement en France, celle du «refus de parvenir», il ne reste que peu de traces, sinon à l'échelon individuel. La règle collective est devenue discipline personnelle et de militant. Sans doute les rédacteurs du journal de la petite centrale anarcho-syndicaliste de Suède, la S.A.C. - *Sveriges Abetaren Centralorganisation* - sont-ils encore payés au tarif de l'ouvrier qualifié, mais il serait difficile de faire admettre cette pratique ailleurs, même dans les milieux des journalistes d'extrême-gauche!

Bien au contraire, la hiérarchie dans les tâches et les fonctions se trouve au centre des préoccupations syndicales. Avantages corporatifs, éventail des salaires, statuts catégoriels transforment les structures internes des usines et des centres de production, en faisant apparaître des différences de classe. Cette fois au sein même de la masse des salariés.

Les formules aujourd'hui reprises par des partis de gauche ou d'extrême-gauche, par les porte-parole d'organisations syndicales, et qui se résument par la revendication au droit pour chacun d'être en mesure de bénéficier de «l'égalité des chances», ce qui revient à dire au droit de «courir sa chance», sont autant de slogans fondamentalement extérieurs et opposés au socialisme. Elles témoignent au contraire de la volonté d'une classe nouvelle de se servir du critère de la capacité, du mérite et de la fonction pour obtenir et institutionnaliser ses privilèges. Ce ne sera plus le possesseur de capitaux qui aura droit à faire travailler les autres et à jouir du pouvoir et de ses avantages, ce sera la «grosse tête» ou l'administrateur habile, déjà séparé de toute façon du vulgaire par une série de titres.

Au sein des entreprises, ce phénomène est d'ores et déjà visible, observable, criant. Au point qu'en France il existe une *Confédération Générale des Cadres* qui entend bien n'avoir rien de commun avec les centrales syndicales ouvrières. Et que dans chaque boîte, le problème de la hiérarchie des salaires

couvre souvent des formes de lutte de classe de nouveau style et, pourrait-on dire, annonciatrices des luttes dans la société de demain.

Les catégories sociales désireuses de conquérir ou de conserver des avantages, voire des statuts particuliers sont de plus en plus nombreuses. Être considéré, être classé parmi les «cadres» est devenu important, tant pour le prestige social que pour les rémunérations. Simultanément, ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise sont énergiquement sollicités par des organisations syndicales et politiques, soucieuses de capter ces forces catégorielles pour les insérer dans des ensembles, dans des courants de dimensions nationales.

En France, les négociations entre l'*Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens* (UGICT), création de la C.G.T., et la *Confédération Générale des Cadres* (C.G.C.) témoignent à la fois de l'effort de conquête entrepris par la centrale syndicale dont Georges Séguy est le porte-parole et Krasucki le contrôleur, des limites de son pouvoir et de recrutement, et, du côté des traditionnels partisans de la «spécificité», de la tentation de sortir d'un relatif isolement, de velléités à s'articuler avec des mouvements capables de peser plus lourd qu'un secteur social important mais limité.

Depuis plusieurs années, la C.G.T. accorde une attention particulière à développer son influence au sein des cadres. Elle a créé une revue spéciale, diffusé un important matériel de propagande. Surtout, elle a remanié les structures syndicales, de façon à grouper à part le maximum de mensuels pouvant revendiquer des fonctions qui les placent à un certain niveau hiérarchique. Il n'est plus admis de voir cotiser à une même section syndicale, des manœuvres et des cadres. Ces derniers se regroupent obligatoirement dans une organisation distincte des manuels. Ce qui pouvait demeurer de la mentalité propre à la vieille *Fédération des Techniciens* des années 1936-1939, ouvriériste et minoritaire, a été soigneusement éliminé. Une mentalité dénoncée comme démagogique, et dont la persistance en certains milieux de la C.F.D.T. est ouvertement combattue.

Côté C.G.C., la tradition, fondée sur une certaine conception élitaire, sur la défense d'un éventail des salaires largement ouvert, sur le caractère «raisonnable» des revendications, sur une sorte de *gentlemen agreement* tacite entre directions patronales et personnel d'encadrement technique, se maintient difficilement du fait que les structures d'entreprises et de complexes industriels se transforment rapidement. Elle a certes bénéficié de l'extension du secteur «cols blancs», mais la composition de ses grands syndicats a été modifiée: plus de petits cadres et moins de membres des hautes directions. Par ailleurs l'âge moyen a été abaissé, entraînant l'inévitable conflit générationnel. Et enfin la progressive élimination des patrons-proprétaires-animateurs individuels et leur remplacement par des équipes de directeurs interchangeable a rompu, ou en tout cas amoindri, l'ancienne solidarité envers le patronat privé.

Si l'on s'en tient au terrain choisi pour faire avancer les ententes revendicatives, c'est le commun besoin du maintien de la différenciation entre cadres et encadrés qui prime. Par delà les raisons propres à chaque partie pour chercher ou admettre un accord, il existe semble-t-il un réel sentiment de possible communauté d'intérêts entre cadres. Ce qui suppose une conscience d'un rôle social propre - qu'on le réduise à un esprit de catégorie ou qu'on l'élargisse à un sentiment de classe - qui dépasse singulièrement les raisonnements strictement revendicatifs.

On peut donc se demander si l'on n'assiste pas, sous des apparences infiniment variées et souvent contradictoires à première vue, au surgissement d'une force sociale qui chercherait à s'imposer comme puissance déterminante, non plus à partir de la force de travail, comme c'était le cas pour la classe ouvrière, ou de la propriété, comme pour la bourgeoisie, mais de la fonction organisatrice.

Un surgissement qui présente de multiples contradictions, ce qui donne un beau terrain pour la manœuvre. Car les multiples aspects d'un phénomène général autorisent nombre d'opérations politiques, lors même que ces opérations présentent un caractère syndical. Ce qui est décisif pour le destin des cadres, c'est qu'ils participent à un mouvement qui les transforme de simples instruments en éléments moteurs. Et cela, qu'ils cherchent à conquérir une certaine autonomie au sein des entreprises et des services, qu'ils songent à substituer leur pouvoir de connaissance et de gestion à celui des propriétaires légaux, ou qu'ils rallient une conception qui extrapole cette tendance à l'ensemble de l'économie - conception qui emprunte le vocabulaire et les procédés technocratiques, ou se sert d'idéologies révolutionnaires

Cette tendance est utilisée par les mouvements politiques, mais elle dépasse ces mouvements, car elle ne s'y rattache et n'y participe que dans la mesure où ceux-ci favorisent le changement, lent ou rapide, réformiste ou révolutionnaire, en ouvrant la porte à une mobilité qui, hier individuelle, intéresse des couches sociales nombreuses aujourd'hui.

Ce que les cadres attendent du syndicat ou du parti, c'est une garantie portant sur leur rôle particulier et les privilèges qui s'y rattachent. L'argumentation mise en avant par les centrales ou les formations politiques qui essaient de les rallier ne trompe pas. Ce n'est pas un recrutement fondé sur l'attrance de formules sentimentales ou généreuses qui est recherché, mais bien la mise en valeur d'un rôle particulier des cadres dans la société, que celle-ci doive évoluer pacifiquement ou qu'elle doive être restructurée.

C'est ainsi que les animateurs de «*Socialisme et Entreprise*», organisation qui s'est manifestée lors de la campagne en faveur de François Mitterand, candidat socialiste aux élections présidentielles, présentent la gauche aux cadres comme devant permettre «*un aménagement du pouvoir au sein de l'entreprise*». Ce pourrait être une formule défendue par un candidat de droite. Le choix de la puissance sociale qui maintiendra ou renforcera les «cadres» dans leur «spécificité» est ouvert: classe ouvrière ou capitalisme de pointe, ou encore Etat-patron. Mais c'est là un choix qui porte sur les voies et les moyens, non sur le but.

Reste la question de savoir, s'il s'agit de socialisme, ce qu'en pensent les «encadrés», à la fois dans l'entreprise et dans les syndicats.

Suivant les chiffres de 1968, l'éventail des salaires était compris, en France, entre 1 et 10 - du manoeuvre à l'ingénieur de haut rang. Dans le domaine des administrations des entreprises, à savoir dans la hiérarchie du commandement, l'éventail allait de 1 à 15, du contremaître au directeur général.

Une sorte de pyramide peut être ainsi construite, quand on examine les données qui attribuent à chaque secteur social son revenu global. Des chiffres toujours discutables, mais dont le sens est caractéristique.

On s'aperçoit alors, à la lecture des statistiques de l'Institut National, toujours pour l'année 1968, que les salariés ouvriers du secteur privé représentent environ 64% de la masse des salariés et perçoivent 53% du total des salaires. Les employés constituent moins de 20% de la masse salariée et touchent 18% des salaires. Les cadres moyens - techniciens -, sont un peu plus de 11% des salariés et perçoivent 14% des salaires. Les cadres supérieurs sont un peu plus de 3% des salariés et touchent 15% du total.

On voit donc que les différences de salaires, relativement minimes entre les diverses catégories de salariés (entre le salaire d'un manoeuvre et celui d'un professionnel qualifié), encore qu'importantes quand le manoeuvre se trouve réduit au strict minimum, ont tendance à s'amplifier dès que l'on monte dans la hiérarchie.

Le système fonctionne à partir de la résignation, pour le plus grand nombre, et de la foire d'empoigne, pour ceux qui veulent entrer dans les zones supérieures.

Il est bien évident que le fonctionnement de ce système provoque autant de tensions et de luttes entre les diverses catégories de salariés qu'entre salariés et patrons, et que la recherche d'améliorations de la part de l'un ou l'autre secteur salarié conduit à un réaménagement des rapports dans la structure pyramidale, et non pas, ou rarement, à la remise en question du système dans sa totalité.

Ce qui est paradoxal, c'est que pour les types de travaux où la production est calculable - par nombre de pièces par exemple - les différences de rémunération sont relativement faibles, alors que pour les postes de commandement, où le rendement est difficilement évaluable, par manque d'éléments de comparaison, les différences dans l'échelle sont considérables, et le saut des échelons correspond à de véritables acrobaties.

La plupart des explications présentées pour justifier ce système sont boiteuses. Ainsi le nombre d'années d'apprentissage, ou d'études, souvent alléguées pour donner le pourquoi des différences de

salaires et traitements, perdent grande partie de leur signification quand on sait que cet apprentissage et ces études sont payés par la collectivité. La valeur de la spécialisation et le degré d'élévation dans la hiérarchie sont étroitement dépendants d'un certain mode de production, et ne correspondent pas nécessairement à la valeur propre de l'individu salarié. Une valeur qui par ailleurs ne peut être estimée, ni mesurée de façon intrinsèque, puisqu'elle n'est pas et ne peut pas être ramenée à des termes de production.

Dans les pays fortement industrialisés, le système est pourtant admis et toléré par l'ensemble des salariés. Parce que le plus souvent, en-dessous de l'ouvrier, même manœuvre, existent des couches sociales plus mal loties que lui. C'est, dans certains cas, les chômeurs. En d'autres cas, des groupes ethniques marginaux. Plus fréquemment, l'existence d'une main d'œuvre immigrée qui entre dans la société par en bas, et ne peut revendiquer les droits de pleine citoyenneté. Pression du chômage en Italie, ou en Espagne, jusqu'à récemment; au Portugal, encore aujourd'hui. Populations de Noirs, de Mexicains et de Porto-Ricains aux Etats-Unis. Grands mouvements migratoires vers l'Europe industrielle, à partir de l'Afrique du Nord, de l'Afrique Noire, de la Yougoslavie, de la Grèce, de la Turquie.

La pyramide croît par sa base, qui subit le poids total. Et ceux qui étaient en-dessous hier jugent leur situation améliorée dès lors qu'il se présente des exploités plus bas qu'eux. Avec une infinité de bonnes raisons pour se dire et se sentir solidaires de ceux d'en haut, et supérieurs - par naissance, par coutume, par religion, par culture, par langue, par race - par rapport à ceux d'en bas. Encore ces sentiments ne s'étalent-ils pas quand le travail abonde, mais dès que la concurrence pour l'emploi intervient, les égoïsmes nationalistes ou racistes reprennent vigueur et férocité.

Bien entendu, cette coupe faite dans la hiérarchie des fonctions et des salaires n'est que rarement présentée par les partis de gauche. Pour la bonne raison que le plus grand nombre des dirigeants de ces partis appartiennent non pas à la classe ouvrière, mais au «tertiaire», aux couches sociales de niveau supérieur, même si elles sont salariées. Il suffit, pour s'en rendre compte, de constater le type de publicité qui s'étale dans les hebdomadaires dits d'avant-garde. Les produits de luxe et les automobiles sont plus fréquemment offerts que les brodequins ou le saucisson sec.

Les campagnes revendicatives, les actions visant ou prônant une société plus juste, s'efforcent, pour atteindre leur but, de grouper sous une même bannière, dans un même mouvement, des forces déjà contradictoires contre un ennemi de moins en moins visible et repérable. Elles ne s'en prennent que de plus en plus rarement au patronat directement, en face à face, mais exigent des interventions de l'Etat, et laissent entendre qu'un pouvoir d'Etat bien orienté réglerait sans difficulté l'essentiel des problèmes fondamentaux.

Nous avons donc une classe ouvrière diversifiée, compartimentée, et dont le rôle révolutionnaire est rendu improbable ou impossible par la «salarisation» de diverses couches sociales privilégiées, dont les intérêts sont en fait opposés, en tous cas distincts, des travailleurs de la production. Des intérêts qui dépendent de la bonne marche de la société concurrentielle issue du capitalisme. Les tentatives de créer des «majorités de gauche», des «Fronts Populaires», correspondent en fait à l'abandon des perspectives révolutionnaires propres à la classe des producteurs. Elles vont dans le sens de la systématisation d'une société dont les structures sont déjà en grande partie mises en place. A savoir une société pyramidale dont le sommet serait occupé par des technocrates et des bureaucrates, spécialistes du pouvoir et de la gestion.

Cette classe ouvrière des pays industrialisés, par rapport aux prolétariats naissants des autres régions du globe, se sent ou se laisse convaincre qu'elle est privilégiée, donc solidaire du système social qui la maintient dans sa condition. Alors que d'une part les travailleurs immigrés sont de plus en plus nombreux, et que d'autre part la poussée industrielle se manifeste dans les régions les plus reculées et provoque la formation d'une nouvelle classe ouvrière de plus en plus ample, la pratique internationaliste se fait pourtant fort difficile. En partie parce que les nouvelles couches de travailleurs ne possèdent aucune tradition internationaliste. Ils étaient hier encore paysans, fermiers, artisans, ou tout simplement partie d'une économie fermée, de type familial ou tribal. Ils naissent à la vie industrielle et la découvrent à son plus haut degré d'expansion, la rencontrent sous ses aspects les plus sales et les plus durs. Ils sont, avec des différences plus marquées encore, ce qu'étaient les chômeurs des Pouilles ou de Calabre

montant vers Milan, ce qu'étaient les Bretons et les Limousins débarquant à Paris, ce qu'étaient les Murciens et les Andalous entrant à Barcelone. Ils ne trouvent pas ces associations ouvrières qui les adoptaient, les intégraient à leurs luttes, les conviaient à partager leur façon de penser et d'agir. C'étaient là les milieux où l'on apprenait le métier, et qui, en même temps, constituaient comme un embryon de société ouvrière. Du moins, pour les nouveaux arrivés d'aujourd'hui, il est difficile de rencontrer ces foyers d'internationalisme pratique, car les partis ont davantage besoin d'électeurs que de militants d'usines, et les syndicats à quelques exceptions près, se préoccupent de préserver les avantages acquis par un prolétariat qui s'estime nanti, de préférence à élargir les rangs de l'Internationale.

Cette absence de politique ouvrière, parfois compensée, mais sur un terrain purement technique, par le rôle joué par divers secrétariats internationaux professionnels, conduit les nouvelles troupes prolétariennes d'Afrique et d'Asie à se croire elles aussi solidaires de leur Etat d'origine, alors qu'elles subissent le sort commun à tous les producteurs de plus-value.

Le double mouvement de l'expansion de la classe ouvrière sur le plan mondial et de la création d'une hiérarchie de fonctions - avec les relatifs avantages qui en découlent - dans les classes ouvrières, constitue un phénomène de première importance et qui place les syndicalistes révolutionnaires dans un champ d'action neuf, lequel, s'il n'est pas foncièrement différent de ce que connurent certains militants ayant participé aux grandes mouvances migratoires, présente des dimensions et des complications inattendues.

Les vagues migratoires qui peuplèrent la côte Est de l'Amérique latine ou le territoire des Etats-Unis ne sont pas comparables à celles qui viennent échouer dans les centres industriels d'Europe. Les travailleurs de l'époque - fin du XIX^e et début du XX^e siècles - qui émigraient, créaient littéralement la classe ouvrière de ces pays neufs, inventaient leurs syndicats ou leurs ligue, imaginaient des méthodes d'action. Ceux d'aujourd'hui viennent s'insérer - ou tenter de s'insérer - dans une société déjà structurée.

Et pourtant, parmi les difficultés qui se dressent devant le militant volontaire et non enrégimenté, se présentent aussi des situations qui paraissent plus encourageantes, ou qui du moins ouvrent de nouvelles perspectives.

C'est le cas de l'entrée de plus en plus massive des femmes dans la production. Elles s'intègrent sans doute dans un système d'exploitation, dans le salariat. Mais elles se dégagent aussi, simultanément, du système d'exploitation familiale qui leur enlevait pratiquement toute indépendance. Une situation complexe naît de cette nouvelle servitude et de cette partielle libération. Du même coup, des montagnes de préjugés, dénoncés pendant des décennies par des militants qui payèrent de la prison leur goût de la vérité, se sont écroulées.

Avec des résultats eux aussi contradictoires: machines et produits viennent simplifier les travaux ménagers, mais c'est une mince compensation pour les huit heures de travail, plus les heures de transport, prix du droit - et pas toujours de l'usage - d'une certaine indépendance. Un résultat positif pourtant, en dehors des strictes considérations matérielles, celui de la possibilité pour la femme productrice de prendre, à l'égal du compagnon, ses responsabilités.

Dans son besoin de main-d'œuvre, la société de consommation-production sacrifie ce qui a fait la morale officielle pendant des siècles. La femme au foyer, la femme pondeuse, la femme balai.

Que ceux qui pendant des années, en prison ou dans l'illégalité, ont maintenu le combat pour le droit de la femme à l'avortement, celui de l'amour sans formalités juridiques ou religieuses, ne se vantent pourtant pas trop d'avoir enfin triomphé. Leurs efforts et leurs audaces ont sans nul doute contribué à faire avancer la solution du problème, mais c'est aussi et surtout les exigences de la production qui ont permis de jeter à la poubelle les règles sacrées de la bourgeoisie capitaliste.

Louis MERCIER-VEGA